

Préfet de la Région Grand Est

**Décision relative à un projet relevant d'un examen au cas par cas
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Création de logements, de commerces et d'espaces publics, comportant 200 places de stationnement,
route de Boersch à Obernai (67)**

Le Préfet de la région Grand Est

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté du 12 janvier 2017 fixant le modèle du formulaire de la demande d'examen au cas par cas en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement ;

Vu le dossier de demande d'examen au cas par cas présenté par le maître d'ouvrage « SARL MAHO - 27, avenue des Vosges - 67000 Strasbourg », reçu complet le 9 septembre 2019, relatif au projet de création de logements, de commerces et d'espaces publics, comportant 200 places de stationnement, route de Boersch à Obernai (67) ;

Vu l'arrêté préfectoral N°2018/ 268 du 13 juin 2018 portant délégation de signature du Préfet de la Région Grand Est, Préfet du Bas-Rhin en faveur de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est ;

Vu l'arrêté DREAL-SG-2019-02 du 21 mars 2019 portant subdélégation de signature de M. Hervé VANLAER, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Grand Est en faveur de M. Pierre SPEICH, chef du service Évaluation Environnementale et de son adjoint M. Hugues TINGUY ;

Vu l'avis de l'Agence Régionale de Santé en date du 16 septembre 2019 ;

Considérant la nature du projet :

- qui relève de la rubrique n°41 a) de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement « Aires de stationnement ouvertes au public de 50 unités et plus » ;
- qui relève également de la rubrique n°10 de la nomenclature annexée à l'article R122-2 du code de l'environnement « installations, ouvrages, travaux ou activités conduisant à modifier le profil en long ou le profil en travers du lit mineur d'un cours d'eau sur une longueur de cours d'eau supérieure ou égale à 100 m » ;
- qui consiste à aménager un ensemble immobilier composé de 75 à 80 logements avec stationnement en sous-sol, d'un supermarché avec un parking d'environ 50 places, de commerces et d'espaces publics, comportant 200 places de stationnement ouvertes au public, route de Boersch à Obernai (67) ;
- qui crée une surface de plancher de 9 000 m² maximum sur un terrain de 1,16 ha ;
- qui comporte la création d'une berge naturelle plantée entre la place centrale et le pont du rempart Caspar consistant en un recul du mur existant, une reconstitution d'une berge naturelle en rive droite et une diversification du lit mineur (re-méandrage, mise en place d'épis, dessin d'un lit mineur d'étiage et d'un lit moyen d'écoulement.

Considérant la localisation du projet :

- sur un site constitué d'une ancienne friche industrielle et qui ne présente pas de pollution concentrée importante, mais présente des anomalies en hydrocarbures et en métaux, notamment le plomb ;
- sur un site qui a fait l'objet d'investigations concernant ces pollutions des sols ainsi que d'une évaluation des risques sanitaires qui conclut à la compatibilité du site avec l'usage projeté sous réserve de la mise en œuvre de dispositions constructives et de mesures de gestion de la pollution, notamment le recouvrement de toute la surface du site (béton et enrobés ainsi que le recouvrement des espaces verts par au moins 30 cm de terres d'apport saines), la protection du personnel de chantier et l'évacuation des déblais vers les filières adaptées ;
- sur site concerné par des submersions par remontée de nappe, pour lesquelles une étude jointe définit les dispositions constructives mises en œuvre ;
- sur un site non concerné par des débordements de la rivière « l'Ehn », selon une étude jointe au dossier ;
- sur un site dont le caractère de zone humide est écarté par une étude jointe au dossier ;

Considérant les caractéristiques des impacts du projet sur le milieu et la santé publique :

- qui, au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade du projet, ne devraient pas être notables ;

Considérant qu'au regard des éléments fournis par le pétitionnaire et sous réserve du respect de ses engagements et obligations notamment celles portant sur la Loi sur l'eau et la réglementation sur les sols pollués, le projet n'est pas susceptible de présenter des impacts notables sur l'environnement et la santé qui nécessiteraient la réalisation d'une étude d'impact ;

Décide

Article 1er :

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le projet de création de logements, de commerces et d'espaces publics, comportant 200 places de stationnement, route de Boersch à Obernai (67), présenté par le maître d'ouvrage « SARL MAHO », **n'est pas soumis à évaluation environnementale.**

Article 2 :

La présente décision, délivrée en application de l'article R122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3 :

L'autorité décisionnaire est chargée de vérifier au stade de l'autorisation que le projet présenté correspond aux caractéristiques et mesures qui ont justifié la présente décision.

Article 4 :

La présente décision sera publiée sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Strasbourg, le 14 octobre 2019

Pour le Directeur Régional de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de la région Grand Est,
et par délégation,
le chef du service Évaluation Environnementale,


Pierre SPEICH

Voies et délais de recours

1) Un recours administratif préalable est obligatoire avant le recours contentieux. Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale du formulaire de demande accompagné de la mention du caractère tacite de la décision.

L'absence de réponse au recours administratif à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Le recours administratif doit être adressé à Monsieur le préfet de région - Préfecture de la région Grand Est - 5 place de la République - BP 87031 - 67073 STRASBOURG cedex

Il peut aussi être adressé un recours hiérarchique au supérieur hiérarchique de l'auteur de la décision : Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire - 246, bd Saint Germain - 75007 PARIS

2) Le recours contentieux doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet du recours administratif.

Le recours contentieux doit être adressé au : Tribunal administratif de STRASBOURG - 31 avenue de la Paix - 67000 STRASBOURG